

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Condor-et-le-Bresil-ont-sauve-Astiz-de-la-justice-francaise-et-suedoise>

« Condor » et le Brésil ont sauvé Astiz de la justice française et suédoise

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor -

Date de mise en ligne : dimanche 20 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La dictature brésilienne savait qu'Alfredo Astiz était recherché par la Justice française pour l'assassinat de deux religieuses, mais cependant elle a fait des démarches auprès de la Grande-Bretagne pour son rapatriement en 1982, a révélé *Folha de Sao Paulo*.

« Il me semble important que l'information sur la façon dont le Brésil a intercédé en faveur de Astiz ait été publiée, et c'est fantastique que je l'apprenne le même jour où nous attendons sa condamnation à Buenos Aires », dans le procès ESMA, a dit Juan Gelman par téléphone depuis le Mexique mercredi passé [NDLT : mercredi 27 octobre]. Le Palais d'Itamaraty a été informé par son ambassade à Londres du fait que Astiz était réclamé par des juges en France et en Suède, mais cela n'a pas freiné la pression pour qu'il soit libéré, ce qui est finalement arrivé par un avion qui avant d'atterrir à Buenos Aires a fait une escale à Rio et à bord duquel voyageait un diplomate brésilien.

Des télégrammes du Service Etranger de 1982, déclassés par le gouvernement Rousseff, montrent l'engagement avec lequel l'ambassadeur brésilien à Londres, Roberto Campos, ami du chancelier argentin de l'époque Nicanor Costa Mendes, a travaillé pour la liberté / l'impunité de Astiz, prisonnier des forces britanniques après s'être rendu dans les Géorgie du Sud.

Jusqu'à aujourd'hui, la version officielle sur la solidarité brésilienne avec les généraux et les amiraux argentins pendant la guerre des Malouines a masqué que, sous l'anti-impérialisme subit du dictateur Figueiredo, qui pendant des années a commandé les services d'Intelligence, se cachait la solidarité entre les camarades de la guerre sale transnationale.

Comme l'explique Martín Almada, à partir des années 80 est entrée en action « *une nouvelle phase du Condor* » qui entre d'autres tâches s'est abouché à donner une couverture aux assassins réclamé par la Justice et c'est ainsi que plusieurs répresseurs argentins ont fui au Brésil et au Paraguay dans les années 80, certains affirmant être des persécutés politiques de la démocratie.

Le résumé d'une dizaine de dépêches secrètes émises par l'ambassade du Brésil à Buenos Aires, entre 1975 et 1978, illustre les contacts avec les hauts commandements militaires qui exposent des coïncidences dans la nécessité d'agir conjointement contre la « subversion ». On observe dans ces documents, jusqu'à il y a peu secrets, une mention récurrente à la Marine et les considérations élogieuses sur Eduardo Massera, comme le montre le « télégramme confidentiel urgent » du 27 juillet 1977.

Là on parle d'un voyage supposé de Massera à Rio de Janeiro comme faisant partie de son agenda diplomatique personnel et de l'influence de l'officier de marine sur la politique étrangère de la dictature, qui fut marquée un rapprochement avec Brasilia. L'ex-prisonnier de l'ESMA, Víctor Bastera, a déclaré à ce quotidien qu'il a eu connaissance du lien entre ce centre clandestin de détention de la Marine de guerre et les services brésiliens. Bastera, qui a réalisé un travail extraordinaire de contre-espionnage sur la répression pendant ses années de captivité, rappelle qu'à l'ESMA il a été obligé de faire des affiches avec les photos de Juan Gelman et du curé Jorge Adur, disparu en 1980, lesquelles ont été envoyées à la frontière avec le Brésil.

La coopération entre l'ESMA et les organismes répressifs brésiliens s'est prolongé au moins jusqu'à novembre 1982, « je suis formel, je suis sûr qu'il en a été ainsi », affirme l'ex-prisonnier politique après avoir cité des dates et des noms avec une précision qui étonne.

Le témoignage de Basterra et les télégrammes envoyés depuis l'ambassade de Londres ne laissent pas de doutes de ce que Brasilia fut dans le « Plan Condor », aux plans répressifs et diplomatiques jusqu'à 1982. La participation a commencé peu de jours avant le coup d'état, le 18 mars 1976, quand fut été séquestré, le pianiste Francisco Tenorio Cerqueira Santos, qui avait participé dans un concert offert au Grand Rex par Vinicius de Moraes et Toquinho. L'historienne Janaína Teles dispose d'épreuves irréfutables, datées le 20 et 25 mars 1976 (elles auraient été présentées devant la Justice argentine), sur la complicité entre le régime brésilien et l'ESMA dans ce crime. Il s'agit de deux notes envoyées à l'ambassade du Brésil, signées par Jorge « Tigre » Acosta, qui font une référence à l'arrestation et à la mort postérieure du pianiste.

[Página 12](#) . Depuis Brasilia, 18 novembre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

El Correo. Paris, le 20 novembre 2011.